

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 16 OCTOBRE 2018

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-huit, le seize octobre, à dix-huit heures trente.

Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Daniel GUIHARD, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON,

Étaient absents : MM Jacqueline BEYRET-TREZEGUET, André CASTAGNOS, Hélène AYMARD, Pascal DESCLAUX, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Patrick LE GRELLE, Christian GIRARDI, Nicole MOSCHION.

Pouvoirs de vote :

M. Jacqueline BEYRET-TRESEGUET à M. Fabienne DE MACEDO

M. André CASTAGNOS à M. Gabriel LASSERRE

M. Pascal DESCLAUX à M. Daniel GUIHARD

M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Jean-François SAUVAUD

M. Hajiba KAZAOUI à M. Brigitte LEVEUR

M. Christian GIRARDI à M. Catherine LARRIEU

M. Nicole MOSCHION à M. Patrick PIAZZON,

M. Sylvio GUINGAN a été élu secrétaire de séance.

FINANCES LOCALES

1- Attribution d'un fond de concours d'investissement au SDEE 47 Travaux d'éclairage public — Place Clémenceau

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que la commune a transféré au Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), la compétence Éclairage public.

Selon les nouveaux statuts du Sdee 47, cette compétence consiste en :

- La maîtrise d'ouvrage de tous les investissements sur les installations et réseaux d'éclairage public des voiries et espaces publics : extensions, renouvellement, rénovation, mise en conformité et améliorations diverses ;
- La maîtrise d'ouvrage des illuminations des bâtiments publics, des monuments et sites exceptionnels ;

- L'exercice des responsabilités d'exploitant de réseau, et, en particulier, exploitation et maintenance préventive et curative de l'ensemble des installations ;
- La passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution et de fourniture d'énergie nécessaire au fonctionnement des installations ;
- Généralement, la passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux.

En contrepartie de l'exercice de la compétence par le Sdee 47, la commune lui verse des contributions distinctes pour :

- L'exploitation et la maintenance des installations,
- La consommation d'énergie,
- Chaque opération d'investissement (réalisée selon l'expression préalable de ses besoins et de son accord par la commune).

Or, ces contributions doivent être imputées par la commune en section de fonctionnement, même pour les opérations de travaux.

L'article L5212-26 du CGCT dispose qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local, des fonds de concours peuvent être versés entre un syndicat visé à l'article L. 5212-24 (syndicat intercommunal exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité) et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du comité syndical et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder les trois quarts (75%) du coût hors taxes de l'opération concernée.

Le Sdee 47 accepte désormais des communes un financement des opérations d'investissement par fonds de concours dans des conditions précises :

- pour les travaux d'éclairage publics (hors programmes spécifiques) dont le montant est strictement supérieur à 2 000 € TTC, par les communes lui reversant la taxe sur la consommation finale d'électricité ;
- pour le programme « Rénovation des luminaires énergivores », par toute commune pour des travaux dont le montant est strictement supérieur à 2 000 € TTC ;
- le montant du fonds de concours de la commune doit être égal au montant de la contribution normalement due au Sdee 47 dans le cadre de chaque opération (celle-ci ne sera pas appelée auprès de la commune).

La contribution de la commune, fixée par délibération du Comité Syndical du Sdee 47, s'élève à ce jour à :

- 65 % du montant HT total des travaux d'éclairage public standard ou de rénovation de luminaires énergivores si dépassement du plafond de 400 € HT par point lumineux ;
- 30 % du montant HT des travaux pour les solutions de rénovation « standard » (avec matériel de base, coût des travaux limité à 400 € HT par point lumineux) préconisées par le Sdee 47.

Monsieur le Maire propose que le Sdee 47 réalise des travaux d'éclairage public place Clémenceau.

Le financement prévisionnel des travaux, dont le montant est estimé à 30 369.08 euros HT, est le suivant :

- Contribution de la commune : 19 757.45 euros
- Prise en charge par le Sdee 47 : 10 638.63 euros solde de l'opération.

Bien que dérogatoire aux principes de spécialité et d'exclusivité, le fonds de concours présente l'avantage pour la commune d'être directement imputé en section d'investissement.

Vu l'article L5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **APPROUVE** que la commune verse au Sdee 47 un fonds de concours de 65 % du montant réel HT des travaux, dans la limite de 19 757.45 euros au lieu d'opter pour le versement de la contribution normalement due.
- **PRÉCISE** que ce financement est subordonné à l'accord concordant du Comité Syndical du Sdee 47;
- **PRÉCISE** que dans ce cas exclusivement, la contribution correspondante due au Sdee 47 au titre de cette opération sera nulle, et que le Sdee 47 ne percevra pas de subvention dans le cadre de l'opération ;
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour signer tous les documents liés à cette affaire.

Voix pour : 25

Voix contre : 0

Abstention : 0

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le transfert du monument aux morts a été réalisé avec succès, et que les abords seront nettoyés et les lettres repeintes en prévision de la prochaine cérémonie du 11 Novembre.

Durant les fouilles archéologiques quatre archéologues et un archéo-anthropologue sont intervenus sur des couches datant du 16^{ème} / 17^{ème} siècle, durant ces fouilles vingt-deux tombes et deux murs d'enceinte ont été mis à jour.

Ce cimetière s'avérera être un cimetière des pauvres, car pour certaines sépulture les défunts ont été inhumé dans un simple linceul.

La société ADES a été sollicité afin de recueillir les débris des défunts (suite aux détériorations provoqué à la suite des fouilles archéologique) pour lesquels une réinhumation sera effectuée.

2- Attribution d'un fond de concours d'investissement au SDEE 47 Travaux d'éclairage public – Rue Thiers

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que la commune a transféré au Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), la compétence Éclairage public.

Selon les nouveaux statuts du Sdee 47, cette compétence consiste en :

- La maîtrise d'ouvrage de tous les investissements sur les installations et réseaux d'éclairage public des voiries et espaces publics : extensions, renouvellement, rénovation, mise en conformité et améliorations diverses ;
- la maîtrise d'ouvrage des illuminations des bâtiments publics, des monuments et sites exceptionnels ;
- l'exercice des responsabilités d'exploitant de réseau, et, en particulier, exploitation et maintenance préventive et curative de l'ensemble des installations ;
- la passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution et de fourniture d'énergie nécessaire au fonctionnement des installations ;

- généralement, la passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux.

En contrepartie de l'exercice de la compétence par le Sdee 47, la commune lui verse des contributions distinctes pour :

- l'exploitation et la maintenance des installations
- la consommation d'énergie,
- chaque opération d'investissement (réalisée selon l'expression préalable de ses besoins et de son accord par la commune).

Or, ces contributions doivent être imputées par la commune en section de fonctionnement, même pour les opérations de travaux.

L'article L5212-26 du CGCT dispose qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local, des fonds de concours peuvent être versés entre un syndicat visé à l'article L. 5212-24 (syndicat intercommunal exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité) et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du comité syndical et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder les trois quarts (75%) du coût hors taxes de l'opération concernée.

Le Sdee 47 accepte désormais des communes un financement des opérations d'investissement par fonds de concours dans des conditions précises :

- pour les travaux d'éclairage publics (hors programmes spécifiques) dont le montant est strictement supérieur à 2 000 € TTC, par les communes lui reversant la taxe sur la consommation finale d'électricité ;
- pour le programme « Rénovation des luminaires énergivores », par toute commune pour des travaux dont le montant est strictement supérieur à 2 000 € TTC ;
- le montant du fonds de concours de la commune doit être égal au montant de la contribution normalement due au Sdee 47 dans le cadre de chaque opération (celle-ci ne sera pas appelée auprès de la commune).

La contribution de la commune, fixée par délibération du Comité Syndical du Sdee 47, s'élève à ce jour à :

- 65 % du montant HT total des travaux d'éclairage public standard ou de rénovation de luminaires énergivores si dépassement du plafond de 400 € HT par point lumineux ;
- 30 % du montant HT des travaux pour les solutions de rénovation « standard » (avec matériel de base, coût des travaux limité à 400 € HT par point lumineux) préconisées par le Sdee 47.

Monsieur le Maire propose que le Sdee 47 réalise des travaux d'éclairage public rue Thiers. Le financement prévisionnel des travaux, dont le montant est estimé à 19 192.75 euros HT, est le suivant :

- contribution de la commune : 11 775.29 euros
- prise en charge par le Sdee 47 : 7 417.46 euros solde de l'opération.

Bien que dérogatoire aux principes de spécialité et d'exclusivité, le fonds de concours présente l'avantage pour la commune d'être directement imputé en section d'investissement.

Vu l'article L5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,**

- **APPROUVE** que la commune verse au Sdee 47 un fonds de concours de 61.35 % du montant réel HT des travaux, dans la limite de 11 775.29 euros au lieu d'opter pour le versement de la contribution normalement due.
- **PRÉCISE** que ce financement est subordonné à l'accord concordant du Comité Syndical du Sdee 47;
- **PRÉCISE** que dans ce cas exclusivement, la contribution correspondante due au Sdee 47 au titre de cette opération sera nulle, et que le Sdee 47 ne percevra pas de subvention dans le cadre de l'opération ;
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour signer tous les documents liés à cette affaire.

Voix pour : 25

Voix contre : 0

Abstention : 0

RESSOURCES HUMAINES

3 - Modalités de remboursement des frais de déplacement

Monsieur le maire expose :

Les agents territoriaux peuvent être amenés à se déplacer, pour l'exercice de leurs fonctions ou pour le compte de la collectivité. Les frais occasionnés par ces déplacements sont à la charge de la collectivité dès lors que ces frais sont engagés conformément aux dispositions réglementaires et autorisés par l'autorité territoriale. Afin de prendre en compte l'évolution des conditions tarifaires des transports et les évolutions législatives, il convient de modifier la délibération du 27 mars 2012 relative à la prise en charge des frais de transports, repas et hébergement du personnel communal.

Monsieur le Maire souligne l'introduction du co-voiturage qui doit toujours être privilégié ainsi que le train si cela est possible et notamment lors des visites médicales dont le lieu est dorénavant situé à Marmande, près de l'hôpital, face à la gare SNCF.

A – Définition des déplacements permettant une prise en charge

L'agent est en déplacement professionnel lorsqu'il répond à :

1. un rendez-vous professionnel,
2. une réunion professionnelle,
3. une journée d'information,
4. un congrès, une conférence sous réserve de l'accord de son supérieur hiérarchique,
5. un trajet pour les besoins de services,
6. une journée de formation statutaire, de perfectionnement ou des savoirs de base,
7. la présentation à un concours ou examen professionnel,

8. la participation à des journées de formations facultatives : préparation aux concours ou examens professionnels et les formations personnelles (CFP, VAE, BC).
9. Visites médicales statutaires

Tout déplacement quel qu'en soit le motif, doit être préalablement autorisé. L'agent envoyé en mission doit être muni d'un ordre de mission délivré par l'autorité territoriale.

La mission commence à l'heure de départ de la résidence administrative ou familiale et se termine à l'arrivée à cette même résidence.

B – Modalités de remboursement des frais de transport dans le cadre des déplacements définis au Point A – n° 1 à 4

Utilisation du véhicule personnel :

Le remboursement se fera sur la base d'indemnités kilométriques dont les taux sont définis par arrêté ministériel en fonction de la puissance fiscale du véhicule et de la distance parcourue, depuis son lieu de départ et de retour (résidence administrative ou résidence familiale) selon l'organisation du déplacement. Les frais sont avancés par l'agent et remboursés par la collectivité au vu de l'ordre de mission et des pièces justificatives.

SnCF :

Sur la base du tarif SNCF 2ème classe pour les agents de catégorie A, B et C.

Transport en commun (bus, tramway, métro) :

Remboursement sur présentation du ticket de transport.

Covoiturage :

Si plusieurs agents de la collectivité participent à une même formation ou réunion : le covoiturage doit toujours être privilégié. Le remboursement des frais kilométriques sera effectué à l'agent propriétaire du véhicule.

C – Modalités de remboursement des frais de transport dans le cadre des déplacements définis au Point A – n° 5

Concerne les agents qui utilisent leur véhicule personnel pour les déplacements réguliers qu'ils sont amenés à effectuer pour les besoins du service sur le territoire communal.

Le montant maximum est fixé à 210 € par an (arrêté ministériel). Ce montant sera revalorisé automatiquement en fonction des textes en vigueur.

Il sera versé, en une seule fois, à la fin de l'exercice budgétaire, aux agents dont le nombre de kilomètres parcourus avoisinent 650 kms par an.

D – Modalités de remboursement des frais de transport dans le cadre des déplacements définis au Point A – n° 6

Journées de formation statutaire, de perfectionnement et des savoirs de base :

Les frais de déplacement sont pris en charge par l'organisme de formation.

Dans le cas où l'organisme de formation n'assure qu'un remboursement partiel ou nul des frais de déplacement, collectivité prend en charge la différence.

E – Modalités de remboursement des frais de transport dans le cadre des déplacements définis au Point A - n° 7

Déplacements liés à la présentation à un concours ou un examen professionnel :

Sont pris en charge les frais de déplacement, repas et hébergement si nécessité d'arriver la veille en fonction des horaires des épreuves, pour se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours ou d'un examen professionnel hors de ses résidences administrative ou familiale, dans la limite d'un aller-retour pour chaque épreuve, par année civile.

E - Modalités de remboursement des frais de transport dans le cadre des déplacements définis au Point A – n°8 et 9

Déplacements liés à la préparation à un concours ou un examen professionnel :

Les frais occasionnés par les déplacements (frais de transport, hébergement et restauration) sont pris en charge à hauteur de 50 % par la collectivité.

Déplacements liés à la participation à une journée de formation personnelle (congé de formation professionnelle, bilan de compétences, validation des acquis de l'expérience) :

Les frais occasionnés par les déplacements (frais de transport, hébergement et restauration) sont pris en charge à hauteur de 50 % par la collectivité, sauf si la demande est à l'initiative de la collectivité.

Déplacements liés aux visites médicales statutaires : Les frais occasionnés par ces déplacements (frais de transport) sont pris en charge à hauteur de 100 % par la collectivité, sous réserve d'utiliser les transports ferroviaires sur la base du tarif SNCF 2ème classe pour les agents de catégorie A, B et C ou le co-voiturage.

F – Modalités de remboursement des frais de repas et d'hébergement

Repas :

L'indemnité forfaitaire de repas est celle fixée par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 : soit 15,25 € valeur actuelle. Ce taux sera revalorisé automatiquement en fonction des textes en vigueur.

Frais d'hébergement :

Il est proposé lorsque les frais de déplacements pour les agents se traduisent par des frais d'hébergement localisés sur :

- Les territoires des villes de Bordeaux, Toulouse, Paris (offre hôtelière ne correspondant pas à la réalité du taux maximal forfaitaire actuellement en vigueur de 60 €) : un forfait dans la limite de 75 € (nuitée + petit déjeuner) ou frais réels si inférieur à 75 €.

- le reste du territoire de la métropole : un forfait dans la limite de 60 € (nuitée + petit déjeuner) correspondant à l'indemnité forfaitaire actuellement fixée par arrêté ministériel ou frais réels si inférieur à 60 €. Cette indemnité sera revalorisée automatiquement en fonction des textes en vigueur.

G - Pièces à fournir pour bénéficier d'un remboursement de frais

L'indemnisation est subordonnée à la production d'états de frais et de justificatifs de paiement, tels que :

- Facture hôtel, billet de train, ticket de péage, de stationnement, de bus, de métro, de tramway, autres... Cette liste est non limitative.

Le remboursement des frais est effectué à la fin du déplacement ou mensuellement à terme échu.

Ces conditions sont applicables aux :

- agents titulaires et stagiaires,
- agents de la collectivité sous contrat de droit privé,
- agents non titulaires.

G - Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2019.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

Voix pour : 25

Voix contre : 0

Abstention : 0

- **FIXE** les modalités et les indemnités de remboursement des frais relatifs aux déplacements des agents communaux telles que décrites ci-dessus.

4 - Adoption du règlement de formation communal

Monsieur le Maire expose qu'afin de prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires relatives à la formation des fonctionnaires territoriaux, le règlement de formation adopté par le conseil municipal en mars 2013 doit être renouvelé tel que joint en annexe de la présente délibération.

Les principaux changements portent sur la durée des formations d'intégration, l'évolution du droit individuel à la formation (DIF) remplacé par un compte personnel de formation (CPF) ou encore les nouveaux modes formations à distance du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Le règlement de formation sera remis à chaque agent de la collectivité.

Vu la présentation du règlement de formation au Comité technique qui s'est réuni le 03 octobre 2018,

Voix pour : 25

Voix contre : 0

Abstention : 0

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,**

- **ADOpte** le nouveau règlement de formation des agents de la ville d'Aiguillon
- **DIT** que ce règlement de formation est applicable à compter du 1^{er} janvier 2019.

INTERCOMMUNALITE

5 - Autorisation à l'EPCI compétente en planification à instituer la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire intercommunal

Monsieur le maire expose :

La taxe d'aménagement s'applique aux opérations de construction, reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, aux opérations d'aménagement (emplacements de camping, piscines, éoliennes, panneaux photovoltaïques, aires de stationnement non closes ou non couvertes) et installations soumises à un régime d'autorisation, sous réserve des exonérations. La taxe d'aménagement est composée de deux parts : la part « locale », concernant les communes ou les EPCI compétents en matière de planification et la part départementale.

Afin de définir une gestion harmonisée à l'échelle du territoire, il est proposé que soit instaurée une taxe intercommunale avec un taux de 1% revenant à l'EPCI, et de laisser à la libre appréciation des communes, le taux qui leur serait reversé.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

Voix pour : 25

Voix contre : 0

Abstention : 0

- **DONNE** son accord à la Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas, compétente en planification, pour instituer la taxe d'aménagement définie aux articles L. 331-1 à L. 331-34 du code de l'urbanisme en lieu et place de la commune de Aiguillon au taux de 1%.
- **DETERMINE ET INSTAURE** le taux communal qui lui sera reversé comme suit :
 - Un taux de 4 %, dans les zones AU telles que définies dans le PLU
 - Un taux de 3 % dans les zones Uc (extensions pavillonnaires) telles que définies dans le PLU
 - Un taux de 2 % dans les autres zones telles que définies dans le PLU

ADDUCTION EAU POTABLE / ASSAINISSEMENT

6 - Rapport annuel sur le prix et la qualité de services d'assainissement et de distribution d'eau potable dans la partie rurale (eau47) – Exercice 2017

Monsieur le maire présente à l'Assemblée le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement et du service d'adduction d'eau potable relatifs à l'exercice 2017 pour la partie rurale de la commune. Ce rapport, qui comporte des indicateurs techniques et financiers, est destiné en priorité à l'information des usagers.

Le Syndicat EAU47, compétent pour cette partie du territoire, a rédigé ce rapport sur la base des rapports de ses délégataires SAUR (distribution d'eau potable) et LYONNAISE DES EAUX (assainissement).

Ce rapport est mis à disposition du public dans les 15 jours suivant la présentation au conseil municipale. L'information est faite par voie d'affichage.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de :

- **PREND ACTE** du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'assainissement et de distribution d'eau potable (parties rurales) relatif à l'exercice 2017, rédigé par le syndicat EAU47, compétent.
- **MANDATE** monsieur le maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

7 - Approbation de l'extension du périmètre et de l'actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau47 à compter du 1er janvier 2019 et de la modification statutaire du Syndicat Eau47

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5211-18 et L.5211-20 concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI, rendus applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi opéré de l'article L.5711-1 du même code ;

VU les Statuts du Syndicat Eau47, approuvés par l'Arrêté inter-préfectoral n°47-2017-12-22-002 du 22 décembre 2017, et en particulier :

- leur article 1 notamment à la forme juridique du syndicat,
- leur article 2.2. relatif à la gestion des services de l'eau potable et/ou de l'assainissement collectif et/ou non collectif (compétences optionnelles à la carte) ;

Vu la délibération prise par la Communauté de communes de FUMEL VALLÉE DU LOT en date du 20 septembre 2018 sollicitant le transfert de ses compétences « Assainissement collectif et non collectif » au 1^{er} janvier 2019 pour 13 de ses communes membres : BLANQUEFORT SUR BRIOLANCE, CONDEZAYGUES, CUZORN, FUMEL, LACAPELLE BIRON, MASSELS, MONSEMPRON LIBOS, MONTAYRAL, SAINT FRONT SUR LEMANCE, SAINT GEORGES, SAINT VITE, SAUVETERRE LA LEMANCE ET TRENTELS ;

VU les délibérations sollicitant le transfert à Eau47 des compétences à compter du 1^{er} Janvier 2019 prises par les communes de :

- AIG
- UILLON en date du 18 septembre 2018 : Eau potable et Assainissement collectif ;
- AMBRUS en date du 25 mai 2018 : Eau potable, Assainissement collectif et non collectif ;
- BARBASTE en date du 15 juin 2018 : Eau potable et Assainissement collectif ;
- CLAIRAC en date du 13 juin 2018 : Assainissement collectif ;
- LAPARADE en date du 31 mai 2018 : Assainissement collectif ;
- LAVARDAC en date du 12 juin 2018 : Eau potable et Assainissement collectif ;
- MONTPOUILLAN en date du 4 mai 2018 : Assainissement collectif et non collectif ;
- NÉRAC en date du 21 décembre 2017 : Eau potable, Assainissement collectif et non collectif ;

VU la délibération prise par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Xaintrailles-Montgaillard en date du 30 juillet 2018 sollicitant le transfert à Eau47 à compter du 1^{er} Janvier 2019 de la compétence « Eau potable » pour laquelle il est actuellement compétent sur les communes suivantes : LAVARDAC (écarts), MONTGAILLARD, VIANNE (écarts) ET XAINTRAILLES.

SOUS RÉSERVE des délibérations :

- du **Syndicat Intercommunal des Eaux et d'Assainissement de la région du Mas d'Agenais** sollicitant le transfert à Eau47 à compter du 1^{er} janvier 2019 de sa compétence « Assainissement non Collectif » pour laquelle il est actuellement compétent sur les communes suivantes : CALONGES, LAGRUERE, LE MAS D'AGENAI, MONHEURT, RAZIMET, SENESTIS ET VILLETON.
- de la commune de LE MAS D'AGENAI : Assainissement collectif ;

VU les délibérations du Syndicat EAU47

- n°18_066_C du 25 septembre 2018 approuvant l'évolution du périmètre et l'actualisation des compétences transférées à compter du 1^{er} janvier 2019 ;
- n°18_067_C du 25 septembre 2018 approuvant les transferts de compétences au Syndicat Eau47 à compter du 1^{er} janvier 2019 (sous réserve des délibérations des collectivités concernées)

VU la délibération n°18_068_C du Syndicat EAU47 en date du 25 septembre 2018 portant modification des Statuts du Syndicat suite à une erreur formelle indiquée sur la délibération n°17_070_C du 28 septembre 2017 concernant la commune de Marmande secteur « écarts de Coussan » : la compétence ANC étant exercée par la commune et non pas par le Syndicat du Sud de Marmande, seule la compétence AEP a été transférée à Eau47.

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser le périmètre du Syndicat Eau47, et ses Statuts,

CONSIDÉRANT que le Syndicat Eau47 a consulté l'ensemble de ses membres par courrier du 28 Septembre 2018,

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

Voix pour : 23

Voix contre : 0

Abstentions : 2 (M. MOSCHION, M. PIAZZON)

- **DONNE** son accord pour **l'élargissement du territoire syndical** d'Eau47 dans le cadre de l'article 2.1. de ses statuts, à compter du 1^{er} janvier 2019 aux communes de

Blanquefort-sur-Briolance, Clairac, Condezaygues, Cuzorn, Fumel, Lacapelle-Biron, Laparade, Monsempron-Libos, Montayral, Montgaillard, Montpouillan, Pompiéy, Saint-Front-sur-Lémance, Saint-Georges, Saint-Vite et Sauveterre-la-Lémance.

- **DONNE** son accord pour les **transferts de compétences** par les collectivités dans le cadre de l'article 2.2. de ses statuts, à compter du **1^{er} janvier 2019** selon le tableau ci-dessous :

Commune	Compétences transférées		
	AEP	AC	ANC
AIGUILLON	X	X	Déjà à
AMBRUS	X	X	X
BARBASTE	X	X	Déjà à
CLAIRAC		X	
LAPARADE		X	
LAVARDAC	X	X	Déjà à
LE MAS D'AGENAIS	Déjà à Eau47	X	Transférée par le SI du Mas
NERAC (centre-ville)	X	X	X
MONTPOUILLAN		X	X
CDC FUMEL VALLEE DU LOT (13		X	X
SI MAS D'AGENAIS			X
SI XAINTRAILLES-MONTGAILLARD	X		

- **VALIDE** les modifications des statuts du Syndicat Eau47 à effet du 1er Janvier 2019 ainsi que leur annexe actualisée relative à la liste des membres et compétences transférées,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour signer la présente délibération ainsi que toute pièce s'y rattachant ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour informer le Syndicat Eau47 de cette décision.

Question diverses :

Les membres du conseil municipal interpellent Monsieur le Maire quant à la circulation de la rue Bazin ainsi que de sa voie cyclable.

Il est proposé de prendre une décision à ce sujet lors du prochain Conseil Municipal

Monsieur le Maire informe les Membres du Conseil Municipal du décès de Monsieur LABOULBENE, porte drapeau, et que les obsèques auront lieu le 17 Octobre 2018 à dix heures au cimetière de St Cômes

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 19h30.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUE

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION